



HAL
open science

Les représentations du marché des blés dans la pensée libérale britannique de la première moitié du XIXe siècle

Alain Clément

► **To cite this version:**

Alain Clément. Les représentations du marché des blés dans la pensée libérale britannique de la première moitié du XIXe siècle. Bensimon, Guy;. Histoire des représentations du marché, Michel Houdiard, pp.307-324, 2005. halshs-00138350

HAL Id: halshs-00138350

<https://shs.hal.science/halshs-00138350>

Submitted on 6 Apr 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CLÉMENT, Alain (2005). « Les représentations du marché des blés dans la pensée libérale britannique de la première moitié du XIXe siècle ». In: Guy Bensimon (dir.), *Histoire des représentations du marché*. Paris: Michel Houdiard. P. 307-324.

Les représentations du marché des blés dans la pensée libérale britannique de la première moitié du XIXème siècle : le débat sur les *corn laws*

Alain Clément *

Université de Tours et UMR du CNRS 5206 Triangle/Pôle H.P.E

Introduction

Au cours de la première moitié du XIXème siècle a lieu en Grande-Bretagne un important débat sur l’approvisionnement alimentaire national. Cette controverse s’appuie sur la législation existante (*corn laws*) en matière de contrôle des mouvements de produits agricoles en direction de l’étranger, laquelle constitue un des aspects de la politique agricole et alimentaire de l’Angleterre depuis la période médiévale. Pourvoir aux besoins alimentaires du peuple au meilleur prix, s’est traduit le plus souvent par un encouragement au développement du secteur agricole et par la mise en oeuvre d’une politique protectionniste à l’égard des pays étrangers¹. Compte tenu des hausses successives du prix du blé entre 1780 et 1802 et de la forte concurrence étrangère, la libre entrée des blés passa de 48s (*shillings*) le quarter à 54s en 1791 et à 66s en 1804 ; le prix en dessous duquel l’exportation fut permise passa de 44s à 46s en 1791 à 48s en 1804 et à 80 s. en 1815. C’est précisément cette dernière loi qui souleva une vaste polémique aussi bien au sein de l’opinion publique que dans les milieux éclairés et plus particulièrement chez les économistes.

Ce débat pose d’emblée la question de la place respective du marché et de l’Etat dans l’approvisionnement des populations en biens de subsistance. Plus fondamentalement, la question est de savoir si l’on peut confier au marché, libre de toute réglementation et de façon exclusive, le soin de nourrir la population ? Le débat suscite directement ou indirectement une réflexion approfondie quant aux qualités supposées du marché, à ses différentes formes et

* courriel : clement@univ-tours.fr

sphères d'application : niveau national, niveau mondial, aux mécanismes qu'on lui prête et aux effets attendus de son fonctionnement.

Si la pensée classique anglaise a largement consacré le principe du marché concurrentiel, auto-régulateur, ainsi que le retrait nécessaire de l'Etat de la production et de la répartition des richesses, des divergences se sont exprimées sur la question spécifique des vivres. Mais au-delà des sensibilités respectives, ce sont les références à des modèles scientifiques différents (modèle mécanique / modèle biologique) qui permettent de rendre compte des représentations contradictoires du marché.

Le débat s'engage tout d'abord chez les économistes au sein du courant classique, entre les économistes ricardiens et les économistes malthusiens, se prolonge ensuite sous la forme d'un débat plus politique orchestré par la *Manchester School* face au parti *Tory*. Si le principe du marché comme mode de fixation des prix agricoles n'est pas remis en cause, il n'en demeure pas moins que le principe d'un marché céréalier totalement ouvert, sans aucune restriction n'est pas unanimement accepté. Deux discours appartenant à deux traditions économiques différentes vont progressivement s'élaborer. Le premier correspond à l'approche du marché « compensateur de déséquilibres économiques et sociaux » et le second correspond à une approche du marché « contaminateur de déséquilibres économiques et sociaux ». Plus fondamentalement, la première approche relève d'une tradition mécanique, newtonienne du marché (Zouboulakis, 1993) alors que la seconde relève d'une tradition biologique, écologique du marché (Ménard, 1983).

L'objet de notre papier est de retracer ces deux formes de représentation du marché, deux formes que le débat sur les *corn laws* a parfaitement bien illustré, au cours de cette première moitié du XIX^{ème} siècle. Dans une première partie, nous présenterons le point de vue des économistes malthusiens avec une argumentation qui tourne autour de trois points : tout d'abord, le marché ouvert aux courants d'échanges internationaux est contaminateur de déséquilibres car il répand et amplifie les déséquilibres initiaux (§ 1). Ce marché induit un risque de dépendance alimentaire et politique majeur pour les nations acheteuses de vivres, d'où également un risque de déséquilibre (§ 2). Ce marché est enfin un facteur de rupture des équilibres sectoriels et sociaux (§ 3). Dans une deuxième partie nous aborderons le point de vue des économistes ricardiens, farouchement partisans de l'abrogation des *corn laws* et dont le discours se structure autour de trois axes. Un marché libre à la concurrence international est

un réducteur de déséquilibre économique (§ 1), est ensuite un vecteur d'harmonisation et de justice sociale (§ 2) et est un puissant instrument d'équilibre au service de la paix (§ 3). Dans une partie conclusive, nous évaluerons l'impact de ce débat sur l'opinion et sur la législation en vigueur.

I- Un discours en faveur des *corn laws* : le marché contaminateur des déséquilibres économiques et sociaux

La vision du « marché-harmonie » ne correspond pas à la représentation faite par Malthus et les malthusiens. Chez Malthus en particulier, le concept d'équilibre correspond plus à une harmonie fragile entre l'espèce humaine et les subsistances (production alimentaire), qu'à un simple ajustement mécanique. En toile de fond, le modèle biologique sert de référence et d'explication à la représentation des phénomènes économiques et du marché en particulier (Hodgson, 1993). Plus fondamentalement, cet équilibre renvoie à l'existence d'un lien ténu entre la croissance des espèces et la capacité de charge du milieu naturel. Malthus ne croit pas en un ordre économique et social parfait dans lequel le marché jouerait le rôle de régulateur. L'existence de crises économiques, de périodes de surproduction et de surpopulation, sont autant de déséquilibres qui nous ramènent périodiquement au monde animal et à la lutte permanente des espèces en vue de leur survie. Pour Malthus, l'équilibre sur un marché des blés ouvert aux échanges mondiaux est donc difficile à atteindre car il tient autant aux caractéristiques et aux imperfections de la nature humaine qu'à des dysfonctionnements inhérents aux mécanismes du marché ou aux conditions de production. La position de Malthus à propos des *corn laws* repose en partie sur cette base-là. Au-delà de la référence à un autre modèle que le modèle mécanique cher aux ricardiens, les prises de position de Malthus mais aussi celles de Jacob et Spencer relèvent du mélange d'une double filiation : filiation physiocratique notamment pour Malthus [Hollander, 1995] et Spencer [Delmas et Demals, 1995] quoique largement infléchie, et filiation à une tradition interventionniste telle que la symbolisaient déjà J. Steuart ou J. Anderson au XVIII^e siècle [Clément, 1999, p. 189-205]².

I.1- Un marché céréalier national ouvert au marché mondial ne corrige pas les déséquilibres économiques : un point de vue empirique

Les économistes malthusiens ne partagent pas l'idée d'une force compensatrice des déséquilibres économiques. En s'ouvrant aux échanges internationaux, les marchés agricoles et céréaliers en particulier, amplifient les risques de déséquilibre interne, d'insécurité et d'aggravation des tensions existantes.

Dans l'*Essay on population*, Malthus n'observe pas, à la différence de ce que supposent les ricardiens, l'existence d'une répartition inégale des productions entre pays mais plutôt une certaine concomitance qui écarterait toute compensation égalisatrice théorique possible des différents niveaux de production. Pour Malthus en effet, si on observe une disette dans un Etat, on risque de l'observer aussi ailleurs. Aussi le marché ne peut-il jouer dans ce cas cette force compensatrice.

À cette concomitance des crises s'ajoute l'accentuation des fluctuations des prix inhérentes aux évolutions contrastées de la production. Le marché international ne contribue pas à la formation d'un prix international stable, ni à son égalisation entre différentes zones, puisqu'il ne permet pas un ajustement des quantités. Bien plus, Malthus pense que les échanges internationaux vont aboutir à une amplification des variations nationales initiales du prix suite à l'ouverture des marchés. Cette hypothèse théorique est confirmée par l'analyse qu'il fait des prix agricoles en prenant quelques exemples sur une période allant de 1648 à 1804³. A titre d'exemple, il a observé que les variations du prix en Angleterre étaient généralement de 1 à 3 alors qu'en France elles étaient de 1 à 7 ; il en conclut que : « Un pays, placé dans des circonstances favorables à la fixité des approvisionnements indigènes, a plutôt la chance de diminuer cette fixité que de l'augmenter, en s'associant à des nations moins favorablement placées à cet égard. Certainement cette fixité sera plus diminuée encore si le pays le plus assujéti aux variations a le droit d'inonder les autres de ses récoltes dans les années d'abondance » (1803, 1826 [1992] II, p. 154). Sur la base de ces constats, le marché apparaît plus comme contaminateur de déséquilibres que comme réducteur de ces mêmes déséquilibres. Malthus confirme par ailleurs que pendant la période où l'Angleterre importa beaucoup de blé, c'est-à-dire entre 1792 et 1803⁴, le prix de cette céréale avait presque triplé.

En revanche, les lois sur les blés qui protègent le marché intérieur (ici en l'occurrence ce sont les entraves à l'importation) contribuent au maintien d'un approvisionnement autonome mais

assurent également une stabilité des prix, ce qui apparaît tout aussi nécessaire au producteur requérant une garantie, qu'au consommateur dont le salaire est fixé par rapport au niveau du prix courant des subsistances. Cependant chez Malthus les produits agricoles ont une particularité qui explique pourquoi leur abondance (qu'un marché fermé pourrait favoriser périodiquement) ne provoque pas une chute des prix qui leur serait préjudiciable, mais au contraire leur stabilité, voire leur orientation progressive à la hausse. Quand il y a excès d'offre de produits manufacturés sur le marché, les prix diminuent. Le cas est différent en agriculture puisque l'abondance de produits agricoles conduit, non pas à une baisse des prix, mais à un maintien voire à une hausse du prix, en raison de la demande auto-entretenu que les consommateurs expriment.

Compte tenu de cette particularité, le marché intérieur ne peut être victime d'un excédent de production. En revanche toute pénurie est problématique et ce sont justement les importations qui dans de telles situations s'avèrent incertaines et aléatoires, dépendantes du comportement imprévisible des nations étrangères, de « la répugnance des gouvernements à autoriser une libre sortie des blés quand il est rare » (ibidem, p. 57 : note 13, notre traduction).

W. Jacob conforte les propos de Malthus sur ce point car pour lui les *corn laws* permettent de favoriser la stabilité des prix, dans un pays dont les capacités sont suffisantes pour alimenter en principe la population dans son ensemble (1814, p. 58). En revanche, il attribue les fortes fluctuations aux importations en provenance des nations étrangères. W. Spence partage la même analyse en liant l'instabilité des prix à la dépendance alimentaire du pays : « ...et avec la dépendance viendra une succession de prix élevés et instables » (1815 [1991], p. 226).

I.2- Un marché céréalier national ouvert au marché mondial présente un risque majeur de déséquilibre et de dépendance alimentaire et politique : l'impact des comportements humains

Dans l'absolu le marché mondial ne corrige pas les déséquilibres car le marché ne représente pas un ensemble de forces compensatrices mais un ensemble de forces amplificatrices, contaminatrices de déséquilibres. C'est le constat empirique qui vient d'être fait. À cette analyse viennent s'ajouter d'autres raisons à l'origine des déséquilibres du marché : le comportement des individus et des Etats est susceptible d'aggraver les déséquilibres observés.

L'approvisionnement alimentaire d'un pays et la sécurité alimentaire nationale ne peuvent être recherchés par le biais du marché international. Pourtant Malthus note que : « une liberté la plus parfaite entre les nations s'agissant du commerce du blé contribue largement à l'égalité des prix » (1814 [1970], pp. 112-113, notre traduction). En fait il estime que cette situation de liberté totale ne peut être que théorique : « c'est totalement hors de portée d'obtenir, même en temps de paix, un commerce des céréales entièrement libre » (1815 [1970], p. 145, notre traduction). Ce qui empêche le marché de produire un équilibre universel sur le marché des céréales, ce sont justement les citoyens eux-mêmes et leurs gouvernements. Si le marché des blés ne fonctionne pas de façon totalement mécanique, c'est que, pour reprendre l'expression de Hodgson on ne peut assimiler les agents économiques à des : « particules ou des planètes » et « à cause des jalousies et des peurs des nations, (les gouvernements) n'autoriseront que rarement une sortie libre du blé quand ce dernier devient rare » (1815 [1970], p. 145, notre traduction).

Loin des mécanismes impersonnels du marché et de l'équilibre qui pourrait en résulter, Malthus intègre (outre les réserves déjà mentionnées) des arguments non économiques, qui constituent autant d'obstacles à cette réalisation. En particulier il prend en compte certaines caractéristiques de la nature humaine susceptibles de jouer un rôle perturbateur. Ce sont plus souvent les passions que les intérêts qui l'emportent dans l'action économique : « Nous avons vu dernièrement des exemples très frappants de gouvernements agissant davantage avec passion que par intérêt » (1814 [1970], p. 116, notre traduction).

Aussi dans le débat, la question de l'indépendance alimentaire semble cruciale. Aucune garantie de sécurité alimentaire n'est possible en raison de l'égoïsme des nations. Un Etat qui compte sur l'approvisionnement extérieur pour son alimentation peut être confronté à de graves difficultés, tout simplement parce que le pays fournisseur connaît des difficultés passagères, et veille à son approvisionnement avant celui des autres pays. En effet pour Malthus « L'intérêt d'un Etat indépendant, par rapport aux pays avec lesquels il fait le commerce, peut rarement être le même que l'est celui d'une province pour l'Empire auquel elle appartient ». Mais surtout, en important une partie de sa production un pays s'expose à d'autres dangers, car un grand pays : « attire la jalousie des autres » et s'il est fortement dépendant de l'extérieur pour son alimentation alors : « il s'expose lui-même au risque de voir ses approvisionnements soudainement chuter au moment où son besoin devient le plus important » (1814 [1970], p. 115,

notre traduction). Il n'y a aucun doute que Malthus reste ici profondément marqué par deux événements importants susceptibles de justifier sa position plutôt frileuse : son voyage en Europe alors qu'il était âgé de trente-trois ans⁵ et le blocus napoléonien dont les effets ont été très durement ressentis par l'Angleterre. W. Spence rappelle également à juste titre que le blocus napoléonien est un exemple de ce qu'un : « Etat peut subir, en cas de conflit avec d'autres pays. Cet épisode doit attirer la vigilance des responsables politiques et encourager ces derniers à limiter leurs ferveurs libérales » (1815 [1991], p. 204, notre traduction). C'est surtout W. Jacob qui a montré ce danger avec le plus de force. Imaginant le cas d'une guerre avec les pays fournisseurs Jacob pose le problème en ces termes : « Doit on renoncer à notre dignité simplement parce que l'on craint que ces pays desquels on est dépendant pour notre nourriture, risquent de nous réduire à la famine si nous revendiquons nos droits ? » (1814, p. 167, notre traduction).

Les marchés céréaliers apparaissent ainsi plus comme des lieux de tension entre les nations que comme des lieux d'échanges pacifiques. L'imprévision des situations et des comportements des Etats fait peser sur toute nation un risque alimentaire et économique trop important par rapport aux avantages que l'on pourrait retirer d'échanges parfaitement libres. Mieux vaut donc produire à l'abri de la concurrence à des prix plus élevés (qui ne sont pas pénalisant pour les salariés) que d'être dépendants du marché mondial, des nations étrangères et de leur : « Indolence ou même (de) leurs caprices » (Malthus, 1803, 1826 [1992], II, p. 109).

Si la concurrence sur le marché est le prolongement de la lutte pour la survie de l'espèce humaine comme l'entend Claude Ménard, ce prolongement paraît parfaitement illustré par l'enjeu que représente le maintien des *corn laws*. Le paradoxe est bien de concevoir qu'une limitation des importations puisse mieux contribuer qu'une abrogation des *corn laws* à la poursuite de l'objectif de croissance de l'espèce humaine. Malthus évoque ce cas de figure en ces termes : « Si, en ouvrant ses ports au blé étranger, on pouvait donner à la population un essor plus grand et plus rapide, on ne saurait comment justifier une mesure qui tend à l'arrêter » (1803, 1826 [1992] II, p. 157). En réalité les restrictions à l'importation contribuent à rendre l'agriculture plus productive et plus apte à nourrir la population car ces restrictions ont : « servi à aiguillonner l'agriculture anglaise » (1803, 1826 [1992], II, p. 159). La demande de vivres crée une tension qui pousse à augmenter la production. En revanche une ouverture des frontières aurait plutôt tendance à faire baisser les prix, à décourager

l'agriculture nationale et en fin de compte à accentuer la dépendance alimentaire, d'où les risques non négligeables de ne pouvoir alimenter une population croissante de façon régulière.

I.3- Un marché céréalier national ouvert au marché mondial est un facteur de rupture des équilibres sectoriels et sociaux

La suppression des *corn laws* doit entraîner inévitablement la disparition du secteur agricole compte tenu des prix plus bas pratiqués par les autres nations étrangères, telle la Pologne ou la Russie ; or il est nécessaire selon Malthus qu'une économie repose sur un équilibre entre ses différentes activités. Dans cette rupture de l'équilibre entre l'industrie et l'agriculture, ce sont des catégories sociales importantes qui sont amenées à disparaître : les propriétaires fonciers, les fermiers et les salariés agricoles. La représentation d'un marché, facteur de déséquilibre, trouve ici sa traduction sur le plan social.

Malthus repousse tout système qui consacrerait le capital, soit à la seule activité agricole, soit aux activités commerciales et industrielles. Dans le premier cas, le pays doit fournir de grandes quantités de produits agricoles pour obtenir des produits manufacturés, compte tenu de termes d'échange souvent défavorables, comme c'est le cas de l'Irlande. Dans le deuxième cas l'avantage industriel et commercial du pays peut être à tout moment remis en cause par d'autres qui sont mieux placés dans la compétition internationale, et par des changements dans la situation des pays clients. Finalement : « Il apparaît alors que c'est l'union des systèmes commerciaux et agricole, et non chacun pris séparément, qui permet d'arriver à la plus grande prospérité nationale ; qu'un pays disposant d'un territoire riche et étendu, dont la culture est stimulée par des améliorations agricoles, des manufactures et un commerce extérieur, a des ressources tellement variées et abondantes qu'il est extrêmement difficile de dire quand elles atteindront leurs limites » (1803, 1826 [1992], II, p. 127). Le pays, en tout indépendance et en toute sécurité, s'engage sur la voie de l'expansion à l'abri des aléas de la conjoncture internationale et du développement des autres pays.

Spence admet à son tour que le seul secteur considéré comme productif est l'agriculture tout en affirmant que les deux secteurs agriculture et industrie sont « les rouages principaux de la machine qui créent la richesse nationale » [Delmas et Demals, 1995, p. 133]. Pour lui, c'est bien par le maintien des *corn laws*, qui profite directement à l'agriculture, que la prospérité est assurée pour des deux secteurs simultanément. W. Jacob affirme même que le développement

industriel n'a été possible que grâce à une protection, et ce qui est vrai pour l'industrie l'est aussi pour l'agriculture (1814, p. 2-6).

Avec l'abrogation des *corn laws*, les salaires des travailleurs risquent de baisser parallèlement au prix du blé et cette baisse ne va pas être forcément compensée par une demande de travail plus importante. Malthus, une fois de plus, part à l'encontre de l'idée qu'un blé à bon marché est bon pour le peuple (cf. *supra*). Les fermiers risquent de disparaître ou de voir leur activité diminuer en raison de la réduction des surfaces agricoles aux terres les plus fertiles. Par voie de conséquence, les propriétaires fonciers voient leur rente diminuer. D'autres catégories peuvent en revanche bénéficier de cette situation : les commerçants et les manufacturiers qui peuvent accroître leur commerce avec l'étranger ou bien qui, grâce à des salaires plus bas, peuvent être plus concurrentiels sur les marchés internationaux. Toutefois, si on fait le bilan social de ces avantages et de ces inconvénients Malthus constate que : « Comme ceux-ci ne constituent cependant qu'une très petite portion de la classe des personnes vivant des profits de leur stock au point de vue du nombre, et probablement pas plus de un septième ou de un huitième du point de vue de la propriété, on ne peut permettre à leurs intérêts de s'opposer à ceux d'un si grand nombre » (1815-b [1970], pp. 160-161, notre traduction). C'est en fait au nom de la majorité de la population que la politique protectionniste est défendue. Jacob va même plus en loin en ajoutant à cette liste de victimes du bas prix : « Les propriétaires terriens, le clergé, les marchands et les hommes d'affaires impliqués dans le négoce céréalier, et par voie de conséquence, les habitants des villes manufacturières et commerçantes » (1814, p. 69, notre traduction). Le risque de chômage se double d'une crainte de déséquilibre de la société au profit de la classe montante des manufacturiers et de celle des prolétaires. Cette crainte de l'apparition d'un déséquilibre social apparaît très nettement chez Malthus pour qui les propriétaires fonciers demeurent les garants de la stabilité de la société bien qu'ils ne contribuent pas aussi directement à la production de richesse que toutes les autres classes citées.

II- Un discours en faveur de l'abrogation des *corn laws* : le marché compensateur des déséquilibres économiques et sociaux

L'ouverture des marchés céréaliers à la concurrence internationale, via l'abrogation des *corn laws* est un facteur d'équilibre économique, social et politique. Cette thèse défendue par Ricardo et par les économistes ricardiens (Torrens, West, J.-S. Mill, McCulloch) est

également reprise au cours des décennies suivantes par un vaste courant d'économie populaire : la *Manchester School*. Cette thèse, quoique ancrée dans l'héritage des lumières, dépasse toutefois les filiations physiocratique et smithienne qui voyaient dans la production nationale des vivres et dans l'indépendance alimentaire nationale un horizon bien souvent indépassable.

II-1. Un marché céréalier national ouvert au marché mondial est un réducteur de déséquilibre économique

La plupart des économistes qui sont présents dans le débat sur les *corn laws* soulignent avant toute chose l'extrême irrégularité des récoltes en produits agricoles. Cette irrégularité est attribuée la plupart du temps aux caprices de la nature, aux aléas climatiques. Elle est à la fois temporelle et spatiale. Or la demande en produits agricoles est relativement rigide par rapport au prix⁶, et comme la demande en biens agricoles est plutôt stable, il s'ensuit que les prix agricoles sont eux-mêmes très fluctuants. Cependant il est rare qu'existe simultanément, en deux ou plusieurs endroits, un risque de pénurie ou de surproduction agricole du fait de conditions naturelles, météorologiques en particulier, très différentes d'une zone à l'autre. Ainsi le libre fonctionnement des marchés agricoles peut compenser en grande partie ces déséquilibres et favoriser l'apparition d'un prix stable. C'est notamment, ce que soutient Ricardo : « ... Si les récoltes sont mauvaises dans un district, elles sont généralement fécondes dans un autre [...] et donc par cet extraordinaire pouvoir de compensation, la Providence nous a généreusement mis à l'abri d'un retour fréquent des pénuries » (1815 [1988], p. 17). Ce rôle d'harmonisation des prix et des quantités fût également souligné au début du XIX^{ème} siècle par James Mill : « Le libre échange produirait un prix régulier, fixe, très peu sujet aux fluctuations, et protégerait le fermier des difficultés du bas prix, et le peuple de toutes les épreuves dues aux prix très élevés » (1804 [1993], p. 67, notre traduction). Dans un ouvrage intégralement consacré à la question des blés, Torrens réintroduit également cet argument : « Plus le territoire qui approvisionne en subsistances est grand, plus l'irrégularité dans la production des saisons diminuera » (1815, 1829 [1972], p. 24, notre traduction).

Le marché est donc représenté comme un mécanisme régulateur et compensateur de déséquilibres économiques naturels⁷ puisqu'il permet l'approvisionnement en produits agricoles des zones déficitaires et retire les surplus des zones excédentaires. Derrière ces mécanismes compensateurs, se glisse l'image implicite de « vases communicants » et la

référence à une véritable mécanique des fluides. C'est ce qu'illustrent les propos de McCulloch : « Une récolte exceptionnellement abondante, d'un côté ou d'un autre, sera l'occasion d'une exportation instantanée^{*}, alors qu'une récolte déficitaire sera l'occasion d'une importation instantanée^{*}. Et sous un régime d'échanges totalement libres, toutes les fluctuations préjudiciables au niveau des prix pourront être évitées » (1822 [1995] Tome VIII, p. 455, notre traduction).

Si, comme l'interprète James Mill : « c'est la nature du marché d'être très stationnaire et rarement soumis à toutes les fluctuations » (1804 [1993], p. 59, notre traduction), les effets compensateurs du marché s'exercent d'autant mieux que la zone d'application est large. Aussi Ricardo généralise t-il au niveau international ce qu'il constate au niveau national : « Si cette remarque est juste pour un pays, ne s'applique t-elle pas encore mieux à tous les pays qui, ensemble, composent notre monde ? » (1815 [1988], p. 17). Torrens (1815, 1829 [1972], p. 39) défendra la même idée, de même McCulloch pour qui : « Une insuffisance dans les récoltes dans un royaume étendu est une calamité qui ne se produit que rarement, et aucun exemple ne peut être recensé d'insuffisance simultanée à travers le monde. Au contraire, on voit souvent que quand une récolte est mauvaise dans un pays, elle est proportionnellement meilleure dans une autre partie du monde » (1822 [1995], VIII, p. 455, notre traduction). Il faut donc pour assurer cette fonction compensatrice que le marché soit libre dans son fonctionnement à l'échelle internationale comme il doit l'être à l'échelle nationale (sous entendu, pas de taxes à l'importation de blés étrangers ou à l'exportation).

Il apparaît ainsi, et très explicitement, qu'un marché national protégé de la concurrence internationale est porteur de déséquilibres que l'ouverture à l'échelle internationale fait totalement disparaître. Selon ces auteurs l'irrégularité et la fluctuation des prix sont inversement proportionnelles à l'étendue de la zone d'échanges. La critique des *corn laws* trouve dans cette argumentation un premier fondement. En déconnectant le pays du marché international, on crée une situation où les prix fluctuent de manière trop brutale, au gré des récoltes et des importations. En revanche l'ouverture au marché mondial est facteur de stabilité, alors que la protection du marché national amplifie les variations au préjudice des producteurs, et très souvent maintient les prix à un niveau trop élevé pour la communauté⁸.

^{*} C'est nous qui soulignons.

II.2- L'ouverture du marché céréalier national au marché mondial est un vecteur d'harmonisation et de justice sociale

Le deuxième argument important développé par Ricardo repose sur le fait que la mise en place d'un marché céréalier mondial sans droit de douane est par voie de conséquence un puissant vecteur de réduction des inégalités sociales, un instrument au service de l'équité entre catégories sociales. En effet, un marché céréalier libre, sans droits de douane, est un marché qui permet de se procurer des produits agricoles à bas prix. Or un pain à bon marché profite à tout le monde mais plus particulièrement aux industriels. Grâce à l'abrogation des *corn laws*, les salaires monétaires vont baisser dans un premier temps (une main d'œuvre à bon marché grâce au pain bon marché rend les coûts de production plus faibles) mais peuvent augmenter dans un deuxième temps, en raison d'une hausse de la demande de travail en provenance des manufactures. Mais ceux sont surtout les profits qui grâce à l'abrogation des *corn laws* doivent augmenter. Ainsi en jouant sur les salaires⁹, et surtout sur les profits, et sur l'emploi indirectement, ce sont les industriels, les salariés de l'industrie et de l'agriculture qui deviennent les véritables bénéficiaires de ces mesures de libéralisation, or ces agents économiques représentent aux yeux des ricardiens l'immense majorité de la population. L'argument le plus récurrent dans l'œuvre de Ricardo sera finalement celui de l'équité. En effet, seuls les propriétaires fonciers profitent de ces lois et retirent « un intérêt non seulement temporaire mais aussi durable ». Donner priorité aux propriétaires fonciers c'est accorder plus de considération à la rente, revenu d'oisiveté, qu'au profit récompense du travail et de l'industrie.

II-3. Un marché céréalier national ouvert au marché mondial est un puissant instrument d'équilibre au service de la paix

Sur un plan politique enfin, un marché céréalier ouvert aux échanges internationaux favorise un équilibre harmonieux entre puissances économiques. Un tel argument est avancé en 1815, où pour la première fois en Europe règne la paix alors que la plupart des européens n'avaient connu jusqu'alors que guerres et instabilité politique. L'ouverture du marché apparaît comme un gage de confiance entre les nations. Le libre-échange constitue un facteur puissant de paix internationale en raison de l'interdépendance économique des nations qui ont plus à gagner dans le commerce que dans la guerre. En revanche une politique très protectionniste, voire autarcique dans ce domaine, serait perçue comme un facteur de tensions entre les nations. Le

repli d'un pays sur son marché intérieur risquerait de favoriser une crispation des autres pays placés dans le besoin.

Dans leur contre-attaque, les partisans des *corn laws* développent deux arguments. Le premier argument repose sur le comportement tyrannique que pourrait avoir une nation hostile à l'égard du pays qu'elle approvisionne. Or pour les libre-échangistes, une telle politique s'avérerait désastreuse pour le pays fournisseur économiquement. Il y aurait surproduction et baisse des prix avec impossibilité de réinvestir sur le champ tout le capital dans les autres secteurs. Ricardo en conclut qu'il s'agit d'une « misère qu'aucun souverain ou union de souverains ne serait prêt à infliger au peuple. Et si tel était le cas, ce serait d'ailleurs une mesure à laquelle aucun peuple ne voudrait se résigner » (1815 [1988], p. 14). Les effets très mitigés du blocus continental sur l'Angleterre sont sans aucun doute présents en arrière plan de l'analyse ricardienne.

Le deuxième argument est tout aussi important. Il relève de ce qu'on appelle la préférence nationale : « Si de mauvaises saisons survenaient outre-mer, les pays exportateurs seraient en droit de nous refuser la quantité habituellement exportée, pour pallier à leur propre déficit » (*Ibidem*, p. 14). Cet argument est certes irréfutable en apparence, or là aussi, l'intérêt pécuniaire passe avant les besoins du pays. Mieux vaut vendre à l'étranger du blé à un prix plus élevé, et imposer des restrictions à l'intérieur des frontières, que de favoriser l'approvisionnement à bon marché pour contenter sa population « dans le cas de mauvaises récoltes, le pays exportateur se contenterait de la plus petite quantité possible pour sa propre consommation et saisirait l'avantage représenté par le prix élevé en Angleterre pour y vendre ces excédents ainsi réalisés » (*Ibidem*, p. 16-17)¹⁰

III- Les effets du débat sur la législation et l'environnement économique

III.1 Les conséquences du débat sur la législation en vigueur

Avec la loi de 1815 qui servit implicitement de support au débat entre économistes, ce n'était plus désormais le consommateur qui était protégé, mais bel et bien le producteur. La loi de 1815 fut d'ailleurs votée par un parlement majoritairement dominé par les propriétaires fonciers et marqua le début d'un mécontentement général contre cette même aristocratie foncière. En 1828, on adopta un nouveau système, dit d'échelle mobile, qui remplaça

l'interdiction absolue précédente d'importer quand le prix était inférieur à un certain niveau. Le débat initié par les économistes par ouvrages et pamphlets interposés, se poursuivit au parlement où un certain nombre d'entre eux siégeaient au rang desquels Ricardo, Scrope, Torrens, Lauderdale, Cobden, Baring et J.-S. Mill. Leur influence fut loin d'être négligeable et leur vote fut le plus souvent en faveur d'une baisse des taxes et des dépenses publiques [Fetter, 1980]. Même si l'abrogation des *corn laws* réclamée par certains ne fut pas votée au parlement dans les années 1820, ces lois furent régulièrement dénoncées et des plans de réforme proposés [Gordon, 1976, p. 131-142 et Gordon, 1979, p. 52-66], mais les radicaux étaient loin de disposer d'une majorité. En 1836, les philosophes radicaux formèrent l'association *anti-corn law* de Londres. Début 1839 fut fondée par Cobden et Bright la *National anti-corn law league* (sous forme de fédérations d'associations locales) dans laquelle la ligue de Manchester exerça une influence considérable. À compter de cette période le mouvement en faveur de l'abrogation prit une toute autre tournure. Une véritable campagne nationale se mit en mouvement en faveur de l'abrogation, plus d'ailleurs dans l'opinion qu'au parlement où les partisans étaient naturellement minoritaires. Le succès de la ligue tenait au fait qu'elle laissait entendre que les consommateurs, les manufacturiers, les exportateurs, les salariés seraient gagnants et même la plupart des travailleurs ruraux. Tous les mécontentements se confondaient dans un intérêt national contre un ordre privilégié établi, rendu responsable de tous les maux. De fait, cette campagne était non seulement celle du libre-échange, mais aussi celle du changement politique auquel aspirait en particulier la classe moyenne. Il ne manquait plus que l'intelligence politique et l'ouverture des principaux dirigeants du parti Tory, et particulièrement de Robert Peel, pour abroger ces lois. Peel mit l'accent sur la nécessité de privilégier la solution du progrès technique comme moyen permettant de défendre l'agriculture anglaise et de rendre cette dernière compétitive et compatible avec l'abrogation des lois, même si l'effort financier fut très modeste. Les industrialistes, aidés par la récolte désastreuse de 1845 et la maladie de la pomme de terre permirent enfin de l'emporter.

III.2. De l'abrogation à la conquête des marchés européens

La baisse des taxes sur les blés profita, semble-t-il, à l'industrie britannique qui conquiert au cours de cette période un marché mondial en pleine expansion [Verley, 1997]. L'adoption du libre-échange par la Grande-Bretagne, à partir de l'abrogation des *corn laws* fut un excellent moyen de propagande en faveur de l'ouverture des frontières des pays européens. Les

motivations impérialistes des libre-échangistes étaient en effet évidentes à commencer par Robert Cobden. En réalité le Royaume-Uni prenait conscience de son avance dans le domaine industriel et en tirait des conclusions en adoptant le libre-échange. Les partisans du libre-échange mettaient en avant l'idée qu'en réduisant les importations alimentaires en provenance des pays fortement agricoles, on réduirait d'autant les chances d'exporter les produits industriels britanniques [Bairoch,1994]. Les résultats sont assez impressionnants puisque les exportations ont été multipliées par dix entre 1820 et 1880 [Verley, 1997].

Conclusion

Le débat à propos des *corn laws* en Angleterre a permis de penser le marché dans sa dimension spatiale, et notamment dans sa dimension nationale, et surtout internationale. À la question vitale : Peut-on confier au marché le soin d'approvisionner la population en biens de subsistances, la réponse s'est construite autour d'un débat contradictoire entre deux traditions. La première que l'on doit aux ricardiens, mais qui remonte à Petty, inscrit le marché dans un cadre mondial où les interconnexions entre marchés nationaux produisent plus d'équilibre, plus d'équité, plus de sécurité. Le modèle réducteur de cette représentation est celle d'un équilibre newtonien parfait entre les forces du marché. La deuxième que l'on doit à Malthus, et qui remonte à Cantillon et aux mercantilistes, fait du marché national le cadre optimal au sein duquel la sécurité, l'approvisionnement régulier peuvent être parfaitement assurés alors que toute ouverture du marché engendre déséquilibre économique et social ou amplification de ces mêmes déséquilibres, et à terme, une incapacité à nourrir une population sans cesse croissante. Si l'inscription du marché dans un cadre international l'a emporté dans les débats, Outre-Manche, suite à l'abrogation des *corn laws*, les propos actuels sur la mondialisation tendent à montrer que le débat n'est ni désuet, ni totalement épuisé.

Références bibliographiques

- BAIROCH, Paul (1994), *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, Paris, La Découverte.
- CLEMENT, Alain (1999), *Nourrir le peuple : entre Etat et marché (XVI^e - XIX^e siècle)*, Paris, L'Harmattan.

- DELMAS Bernard, DEMALS Thierry (1995), « La physiocratie en Grande-Bretagne au début du XIXe siècle : errances ou déshérence ? » in DELMAS Bernard, DEMALS Thierry & STEINER Philippe (Sous la direction de), *La diffusion internationale de la physiocratie (XVIIIe-XIXe)*, Grenoble, P.U.G. pp. 117-147.
- FETTER, Frank (1980), *The Economist in Parliament : 1780-1868*, Durham, Duke University Press.
- GORDON, Barry (1977), *Political Economy in Parliament, 1819-1823*, New-York, Barnes & Noble.
- GORDON, Barry (1979), *Economic Doctrine and Tory Liberalism, 1824-1830*, Macmillan Press.
- HODGSON, Geoffrey (1993), *Economics and Evolution : Bringing Life Back into Economics*, Cambridge, Polity Press.
- HOLLANDER, Samuel (1995), "Malthus as a physiocrat : surplus versus scarcity" in DELMAS Bernard, DEMALS Thierry & STEINER Philippe (Sous la direction de), *La diffusion internationale de la physiocratie (XVIIIe-XIXe)*, Grenoble, P.U.G. pp. 79-116.
- JACOB, William (1814), *Considerations on the protection required by British Agriculture and on the influence of the price of corn on Exportable Productions*, London, J. Johnson.
- KADISH, Alon (1996), (éd.), *The corn laws, the formation of popular economics in Britain*, London, William Pickering, 6 volumes.
- LAUDERDALE, James (1814), *A letter on the Corn laws*, Reprint, London, Thoemmes & Routledge, 1993.
- MALTHUS, Thomas (1803/1826), *Essai sur le principe de population*, trad. française de P. et G. Prevost, Paris, GF-Flammarion, 1992, 2 vol.
- MALTHUS, Thomas R. (1814), *Observations on the effects of the Corn laws, and of a rise or fall in the price of corn on the agriculture and general wealth of the country*, Reprint, New York, Augustus Mc Kelley, (ed.) *T.R. Malthus, The Pamphlets*, 1970.
- MALTHUS, Thomas R. (1815-a), *An inquiry into the nature and progress of rent*, Reprint, New York, Augustus Mc Kelley, (ed.) *T.R. Malthus, The Pamphlets*, 1970.
- MALTHUS, Thomas R. (1815-b), *The Grounds of An Opinion On the Policy of Restricting The importation of Foreign Corn*, Reprint, New York, Augustus Mc Kelley, (ed.) *T.R. Malthus, The Pamphlets*, 1970.
- MCCULLOCH, John R. (1822), "Agricultural Distress, causes, remedies, *The Edinburgh*

- Review*, 36, février, pp. 452-482.
- McCULLOCH, John R. (1824), article "*Corn laws and corn trade*", in *Supplement to Encyclopaedia Britannica*, 6th ed., vol. 3, Edinburgh, A. Constable, p. 342-373;
- MENARD, Claude (1983), Régulation et direction, le projet économique de Malthus, *Revue d'Économie Politique*, 2, pp. 233-247.
- MILL, James. (1804), *An essay on the impolicy of a bounty on the exportation of grain*, London, C & R Baldwin, Reprint London, Routledge/Thoemmes Press, 1993.
- MILL, John-Stuart (1825), "The *Corn laws*", *Westminster Review*, 3, Avril, p. 394-420.
- MILL, John-Stuart (1827), "The *New Corn laws*", *Westminster Review*, 7, Janvier, p. 169-186.
- MOORE, D.C. (1965), "The *corn laws* and high farming", *Economic History Review*, vol. XVIII, n° 3, p. 544-561.
- RICARDO, David (1815), Un essai sur l'influence du bas prix des céréales sur les profits, trad. française de F. R. MAHIEU & M.F. JARRET, Paris, Economica, 1988.
- RICARDO, David (1822), *On protection to agriculture*, in Piero SRAFFA (ed.) (1951), vol. 4.
- SPENCE, William (1815), *Tracts on political economy, 3- the objections against the corn bill refuted*, London : Longman, Hurst, Rees, Orme and Brown, Reprint Thoemmes Press, Bristol, 1991.
- SRAFFA, Piero (éd.) avec la collaboration de DOBB, Maurice (1951-1973), *The works and correspondance of David Ricardo*, 11 vol., Cambridge, Cambridge University Press.
- TORRENS, Robert (1815), *An essay on the external corn trade with an appendix on the means of improving the condition of the labouring classes*, 2nd ed. 1829, reprint, New-York, A Mc Kelley, 1972.
- VERLEY Patrick (1997), *L'échelle du monde, Essai sur l'industrialisation de l'Occident*, Paris, Gallimard.
- WEST, Edward (1826), *Price of corn and wages of labour*, London, J. Hatchard & Son.
- ZOUBOULAKIS, Michel (1993), *La science économique à la recherche de ses fondements*, Paris, Presses Universitaires de France.

¹ L'Angleterre avait adopté un système de primes à l'exportation et de taxes à l'importation dont les premières réglementations (*corn laws*) remontaient à 1437 afin d'encourager la production nationale, afin d'élargir le marché et d'assurer un prix plus rémunérateur au fermier, tout en offrant au consommateur un prix acceptable. À partir de 1765 (qui correspond à une période déficitaire) la liberté d'exporter fut suspendue et les importations admises à taux réduit. La dernière modification qui eut lieu en 1773 permit la libre importation quand le prix était supérieur à 48s tandis que la subvention à l'exportation cessa dès que le prix dépassa 44s.

² Steuart fait plus confiance à une gestion publique des stocks de blé en période de pénurie qu'aux vertus compensatrices du commerce extérieur. Quant à Anderson, il n'a de cesse de souligner le coût politique d'une dépendance alimentaire.

³ Les données sont très partielles et Malthus ne donne aucune source sur les chiffres communiqués

⁴ La libre entrée des blés était passée de 48s à 54s en 1791 et à 66s en 1804.

⁵ Malthus qui entreprit un voyage sur le continent en 1799 ne se rendit ni en France ni en Italie, comme c'était le cas habituellement lors de ces voyages appréciés par les jeunes Anglais de la bonne société mais dans les pays du Nord pour la raison très simple que l'Europe était en pleine guerre.

⁶ La rigidité existe tout aussi bien à la baisse qu'à la hausse : Ricardo estime que "si le prix naturel du pain devait baisser de 50% du fait de quelque découverte importante dans la science de l'agriculture, la demande augmenterait peu, car personne n'en désirerait plus que la quantité satisfaisant ses besoins" (Ricardo, 1817 [1951:1955], p. 385). Mais concrètement la rigidité se vérifie surtout dans l'autre sens : les prix agricoles pouvant augmenter en raison des conditions de la production, la demande ne s'infléchira pas et ne tempérera pas la hausse prévue. Cette idée est également reprise chez Torrens (1815 [1972], p. 154).

⁷ Cette mécanique de la compensation n'est pas spécifique à Ricardo. Bien avant lui, les physiocrates en exigeant l'ouverture des frontières recoururent à la même analyse.

⁸ James Mill affirmait déjà : « Le système des primes sans donner le moindre encouragement à l'agriculture, a tendance à provoquer une plus forte fluctuation des prix et à induire tous les désagréments de prix trop élevés ou trop bas » (1804, [1993] p. 67, notre traduction).

⁹ Avec l'abrogation Ricardo pense plus à l'amélioration des profits qu'à celle des salaires (qui sera en revanche un argument de la Manchester School).

¹⁰ Torrens a attiré l'attention sur ces questions en relativisant le problème existant. Il souligne à juste titre qu'un pays n'importe pas 100% de son alimentation, en ce qui concerne l'Angleterre, ce pourcentage avoisinerait 10% ce qui fait que le risque politique encouru, en cas de conflit avec les états fournisseurs, serait extrêmement réduit. Par ailleurs, et en ce sens, il reprend des arguments maintes fois avancés, le blé est une marchandise difficilement transportable dont le coût est alors élevé (100% en moyenne du prix). C'est en fait une marchandise relativement peu importable car pour devenir intéressante, il faudrait que la différence de prix dépasse largement ce surcoût, ce qui n'est pas le cas en particulier pour l'Angleterre (Torrens, 1815 ; J.-S. Mill, 1827).